



Leadership en matière de politique étrangère stratégique pour une nouvelle ère de géopolitique technologique

Cet article souligne le rôle central de la technologie dans la sécurité et la prospérité mondiales, en s'appuyant sur notre rapport intitulé Guide des dirigeants pour l'élaboration d'une politique étrangère axée sur la technologie. Le rapport complet est disponible [ici](#).

Depuis l'invasion de l'Ukraine par la Russie, Internet a constitué un champ de bataille parallèle dans le conflit. Le maintien de l'accès aux infrastructures et la défense de l'intégrité des informations qu'elles véhiculent ont fait partie intégrante du soutien à la défense de l'Ukraine et des tentatives de fournir des informations objectives au peuple russe.

Les multinationales de la technologie sont intervenues pour défendre, renforcer et empêcher l'utilisation abusive de l'écosystème Internet, qu'il s'agisse de la détection précoce et de la correction par Microsoft des logiciels malveillants présents dans l'infrastructure numérique ukrainienne, de la réponse rapide d'Elon Musk à la demande ukrainienne d'une connexion Starlink pour garantir l'accès aux communications, de YouTube et Meta empêchant la Russie de bénéficier des revenus publicitaires de leurs sites, ou de Twitter créant une version protégée de son site pour contourner la censure russe.

La crise en Ukraine met en lumière la bataille en cours pour l'avenir d'Internet. Au cours des 10 dernières années, chaque couche de l'écosystème Internet est devenue une nouvelle arène de compétition géopolitique, où des visions divergentes de la liberté, de l'ouverture et de l'interopérabilité sont contestées. Les technologies conçues pour nous rassembler nous séparent.ⁱ Cette concurrence a placé un nouvel ensemble d'acteurs – les multinationales de la technologie – au-devant de la scène, travaillant parfois avec des États-nations, parfois luttant contre eux.

En assistant à ces tensions en temps réel, deux leçons essentielles se dégagent :

1. Il est indispensable de mettre en place un mécanisme permanent de coordination et de coopération pour garantir un accès ininterrompu et sûr à Internet pour tous, partout.
2. Les États-nations capables de coordonner avec succès l'ensemble des acteurs géopolitiques d'Internet peuvent, de manière inattendue, faire basculer l'équilibre des pouvoirs, même contre le plus grand adversaire.

Dans notre rapport de l'automne dernier intitulé *L'Internet libre menacé : un modèle pour sauver son avenir*, nous avons défini un nouveau paradigme pour aider à atténuer les implications mondiales potentielles d'une utilisation abusive d'Internet par les États, et à remédier au manque de coordination pour protéger un accès stable et fiable à Internet. Ce modèle fournit une solution à plusieurs niveaux pour une architecture Internet robuste et résiliente, une architecture renforcée pour résister même aux défis imprévus.

Il comprend essentiellement les éléments suivants :

1. Une **Alliance pour l'infrastructure numérique et la défense (DIDA)** dans laquelle les pays du D10 établissent une coalition inédite pour coopérer sur la sécurité collective d'Internet, les chaînes d'approvisionnement, la coordination réglementaire et la coordination de la cyberpolitique.
2. Un **« Statut géopolitique stratégique » pour les entreprises technologiques** L'ONU devrait établir un nouveau contrat avec la technologie mondiale afin d'accorder aux entreprises technologiques ayant une influence géopolitique mondiale le statut d'observateur permanent.
3. Un **panel multi-parties prenantes sur les politiques d'Internet** Cet organe réunirait la société civile, les principales organisations et l'industrie pour superviser la santé et le bien-être de l'écosystème Internet.
4. **Des stratégies de politique étrangère axées sur la technologie et** mises en œuvre par des diplomates spécialistes de la technologie capables de briser les silos entre la technologie et la politique étrangère.

Ce paradigme place la préservation de la ressource la plus puissante du monde au cœur de la politique étrangère, comme l'a déclaré la secrétaire d'État adjointe américaine Wendy Sherman lors du premier séminaire américano-espagnol sur la cybersécurité, le 7 mars 2022 : « Pour tous ceux qui auraient pu être sceptiques quant au fait que les questions liées à la cybernétique et à la technologie ne sont pas des questions de politique étrangère majeures pour le XXI^e siècle, il suffit de regarder l'Ukraine et la Russie en ce moment. ».

Les pays qui parviennent à intégrer la technologie dans leur agenda diplomatique auront un accès unique à de nouveaux modèles de collaboration et de coopération, tels que la DIDA, qui non seulement les protégeront en temps de crise, mais leur permettront également de faire valoir leur poids sur la scène internationale. Ils joueront un rôle plus important en influençant les normes et les mécanismes de la gouvernance numérique et jouiront d'une meilleure réputation qui pourra être exploitée comme un avantage concurrentiel.

Toutefois, pour la plupart des pays, une politique étrangère axée sur la technologie nécessitera un changement important de leur modèle opérationnel, qui devra intégrer la sécurité économique, la sécurité nationale, la politique étrangère et la technologie. Pour de nombreux pays, cette perspective peut sembler trop complexe ou difficile à aligner sur les stratégies actuelles en matière d'innovation numérique.

Notre nouveau rapport propose un guide pour l'élaboration d'une politique étrangère axée sur la technologie. Il guide les décideurs politiques à travers un processus de choix et de considérations, étape par étape, pour les aider à définir et à mettre en œuvre une vision solide de la diplomatie technologique.

Tant la Cyber Policy 2022 du Royaume-Uni que le nouveau Bureau of Cyberspace and Digital Policy des États-Unis, avec ses projets de nomination d'un envoyé spécial pour les technologies émergentes essentielles et d'un réseau de bureaux, créent de nouveaux espaces pour se connecter avec des partenaires sur les questions technologiques mondiales.

Les petits États et les économies émergentes ont la possibilité d'élaborer leur propre politique étrangère axée sur la technologie et de mettre en place la structure adéquate pour la mettre en œuvre. Ceux qui y parviendront pourront jouer un rôle de premier plan dans la mise en œuvre de ces nouvelles initiatives technologiques bilatérales et multilatérales. Leurs voix seront entendues dans toutes les institutions clés de la gouvernance d'Internet et du numérique.

Le maintien d'un Internet libre et ouvert est un défi crucial pour la sécurité et la prospérité du monde. Pour y parvenir, il faudra que les pays du monde entier intensifient leur politique étrangère. Ce guide montre aux dirigeants comment faire le premier pas.

ⁱ Alexander Stubb – ancien Premier ministre finlandais, Brand Finance Conference, 15 mars 2022